

ARCEP
Monsieur le Président
Jean-Ludovic SILICANI
7, Square Max Hymans
75730 Paris cedex 15

Roissy, le 28 mai 2009

Objet : Analyse des marchés pertinents - Consultation publique relative à l'analyse des marchés des services de capacité

Monsieur le Président,

Hub télécom remercie l'Autorité de lui avoir donné l'occasion de s'exprimer à l'occasion de la consultation citée en objet.

Vous voudrez bien trouver notre réponse, jointe au présent courrier.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

A handwritten signature in blue ink, consisting of stylized initials "JH" followed by a dot.

Jean-Hyacinthe d'Ussel
Directeur opérateurs

**CONSULTATION PUBLIQUE
RELATIVE A L'ANALYSE DES MARCHES DES SERVICES DE
CAPACITE**

Réponse Hub télécom - 28 mai 2009

Hub télécom a pris connaissance avec la plus grande attention de la nouvelle analyse des marchés des services de capacité élaborée par l'Autorité.

Sous réserve des commentaires formulés par l'AFORST dans sa réponse, Hub télécom souscrit en grande partie aux conclusions que l'ARCEP y formule.

En particulier, Hub télécom souscrit pleinement à la délimitation géographique nationale des marchés telle qu'elle est présentée dans le cadre de cette analyse, notamment lorsqu'elle précise (cf. p.21) :

" L'Autorité estime par ailleurs qu'une segmentation géographique trop fine des marchés de capacité aurait également pour conséquence d'opérer une distinction arbitraire entre les différentes zones géographiques et de figer le marché.

Il convient au surplus de constater qu'en raison du caractère « multi sites » des entreprises achetant des services de capacité, il ne semble pas possible de définir un niveau de concurrence « local »".

Hub télécom partage également l'avis de l'Autorité quant aux conséquences qu'elle tire de cette analyse.

Ainsi, Hub télécom estime parfaitement correcte l'analyse de l'ARCEP qui démontre que France Télécom est le seul opérateur disposant d'une influence significative sur chacun des marchés de services de capacité.

Conformément au droit positif, il s'ensuit que seule France Télécom peut dès lors être soumise à des obligations spécifiques aux fins de compenser les défaillances du marché.

En conséquence, sauf à dénaturer les textes en vigueur, de telles obligations ne sauraient peser sur des opérateurs qui n'exercent aucune influence significative.

À cet égard, Hub télécom souhaiterait attirer l'attention de l'Autorité sur une formulation qu'elle estime très ambiguë et qui découle de la combinaison des deux paragraphes suivants rédigés dans le cadre des obligations de France Télécom de faire droit aux demandes raisonnables d'accès sur le marché de gros des prestations du segment terminal :

« Dans les zones où France Télécom n'est ni propriétaire ni gestionnaire de la boucle locale d'une part (zones aéroportuaires de Paris par exemple) une demande d'accès à ces réseaux formulée auprès de France Télécom ne saurait être considérée comme raisonnable. France Télécom n'est donc pas soumise sur ces zones à l'obligation de fournir les offres de gros d'accès qui seront discutées plus tard. »

Le premier de ces paragraphes ne pose pas, en lui-même, de difficulté : Hub télécom comprend le souci de France Télécom dont la responsabilité ne saurait être recherchée dès lors qu'elle ne maîtrise pas le réseau concerné par la demande d'un opérateur tiers.

Hub télécom souscrit totalement à cette solution, mais souhaite simplement faire remarquer qu'en l'absence d'un tel paragraphe, la situation serait exactement identique tant le fondement juridique d'une quelconque action à l'encontre de l'opérateur historique ferait défaut en pareille occurrence.

C'est l'ajout du second paragraphe qui engendre l'ambiguïté :

*« En pratique, si les propriétaires ou gestionnaires de la boucle locale dans certaines zones, ne proposaient pas d'offre d'accès de gros de segment terminal de services de capacité **dans des conditions équivalentes à celles fournies par France Télécom sur le reste du territoire**, l'Autorité traiterait cette situation en règlements de différend déposés par des opérateurs tiers. »* (soulignement ajouté)

En effet, ce paragraphe, outre le rappel – indiscutable – de la faculté offerte aux opérateurs de faire régler leurs différends par l'Autorité, pourrait être interprété de manière inopportune par France Télécom, voire par d'autres opérateurs, comme imposant à tout propriétaire ou gestionnaire d'une boucle locale alternative de fournir les mêmes offres et aux mêmes conditions que celles imposées ou proposées par France Télécom.

Compte tenu des résultats auxquels l'analyse de l'Autorité conduit à l'égard du seul opérateur France Télécom, mais également des situations différentes dans lesquelles se trouve nécessairement un tel propriétaire ou gestionnaire de boucle locale, de dimension géographique nécessairement infra-nationale, une telle déduction ne saurait, bien évidemment, prospérer.

Toutefois, cette déduction a déjà été effectuée par France Télécom l'an dernier.

En conséquence, le risque d'une mauvaise interprétation apparaît très loin d'être hypothétique.

En effet, une rédaction quasiment identique aux deux paragraphes visés *supra* et inscrite dans le texte de la décision n°08-0835 de l'ARCEP en date du 24 juillet 2008 a pu laisser penser à France Télécom que Hub télécom pouvait être soumise aux obligations du dégroupage telles qu'elles pèsent sur le seul opérateur historique. A cet égard, Hub télécom a dû dépenser une grande énergie et passer beaucoup de temps pour finalement faire admettre sa position à France Télécom.

En tout état de cause, l'obligation de faire droit à toute demande raisonnable d'accès qui s'impose à tout opérateur ne saurait signifier un alignement pur et simple sur les offres de France Télécom.

En conséquence, Hub télécom vous propose :

- soit de retirer l'intégralité du texte du second paragraphe visé ci-dessus ainsi que la référence aux « zones aéroportuaires de Paris » dans le premier paragraphe
- soit de retirer la référence aux « zones aéroportuaires de Paris » dans le premier paragraphe ainsi que le membre de phrase « *dans des conditions équivalentes à celles fournies par France Télécom sur le reste du territoire* » au sein du second paragraphe.